

Le contexte historique

Autour de la Deuxième Guerre mondiale

De Gaulle et ses *Mémoires*

I. L'homme, sa vie

1880 : naissance à Lille de Charles de Gaulle.

1910 : il entre à Saint-Cyr.

1914-1918 : il est blessé et fait prisonnier en Allemagne (1916) d'où il tente de s'échapper par cinq fois. Après la guerre, il instruit l'armée polonaise dans le cadre de la mission de Weygand. Il se marie avec Yvonne Vendroux. Il aura trois enfants. Il fait l'École supérieure de guerre.

1925 : il fait partie du cabinet du maréchal Pétain où il écrit un ouvrage sur l'histoire du soldat.

1930 : de Gaulle travaille au secrétariat général à la Défense nationale, lieu d'observation remarquable de la politique générale.

1934 : il écrit « Vers l'Armée de métier ». Théoricien de l'armée blindée, de Gaulle devient le conseiller militaire de Paul Reynaud.

1938 : rupture avec Pétain à propos du livre *La France et son armée*.

1939 – 3 septembre : début de la Deuxième Guerre mondiale.

1940 : le colonel de Gaulle est nommé général à titre temporaire le 23 mai et le 5 juin, il entre dans le gouvernement Reynaud comme sous-secrétaire d'État à la Défense nationale.

16 juin : Reynaud démissionne. Pétain le remplace.

18 juin : de Gaulle lance son appel à la BBC de Londres.

- 28 juin : de Gaulle reconnu « chef des Français libres » par Churchill.
- 1941 – septembre : création du Comité national français (amorce de gouvernement).
décembre : Jean Moulin, délégué général du général de Gaulle.
- 1942 : Moulin rallie à de Gaulle les mouvements de résistance de zone non occupée, puis du parti socialiste.
- 1943 – 27 mai : première réunion du Conseil national de la Résistance qui approuve unanimement le général comme seul chef de la France libre, appui décisif contre le général Giraud.
Novembre : de Gaulle seul président du comité français de Libération nationale créé le 3 juin et siégeant à Alger.
- 1944 : le CFLN devient le gouvernement provisoire de la République française. La visite de De Gaulle à Bayeux le 16 juin impose son autorité.
- 1945 – 25 août : libération de Paris par suite de l'insurrection de la ville, la 2^e DB et les Américains du général Gerow font capituler les Allemands. De Gaulle acclamé.
- 1945 – 8 mai : capitulation sans conditions de l'Allemagne. Restauration de l'image de la France et de son autorité. Les promesses de réformes de la Résistance sont largement amorcées.
- 1946 – 20 janvier : démission du général de Gaulle.
De Gaulle n'admet pas une IV^e République « faible ».
- 1947 : création du Rassemblement du peuple français (RPF).
- 1953 : en retrait de la vie politique, c'est la vraie « traversée du désert ». De Gaulle écrit ses *Mémoires de guerre*, épopée de la France libre.
- 1958 : de Gaulle retrouve le pouvoir par suite de la crise algérienne ; la V^e République va naître.

1962 : le président de la République sera élu au suffrage universel.

1965 : de Gaulle réélu.

1968 : les événements de mai-juin secouent le régime.

1969 – 27 avril : le référendum de De Gaulle est rejeté.

1970 – 9 novembre : décès du Général.

II. La France de 1939-1940 : un « cadavre vivant »

L'environnement historique des *Mémoires de guerre*.

La France était sortie de la Première Guerre mondiale victorieuse mais si gravement ébranlée dans sa population (morts – blessés – mutilés), dans sa société (les revenus rongés par l'inflation), dans son économie avec les dettes, qu'elle ne s'est jamais véritablement relevée.

Les séquelles de la Première Guerre mondiale

Décès : 1 390 000 hommes

Blessés : 2 800 000 hommes

Invalides : 740 000 hommes

On évalue les pertes démographiques dues à la guerre à 4 millions sur une population totale de 39 millions de personnes en France.

La situation générale de la France est dominée par la crise qui s'est installée dans les années 1930, crise financière, économique, crise de régime politique où la III^e République est en proie à des gouvernements à la stabilité précaire, et, à l'extérieur, les nuages qui s'accumulent avec la montée du fascisme et encore plus du nazisme. La menace de guerre rôde depuis les coups de force de Hitler mais les démocraties (France, Royaume-Uni) n'osent s'y

opposer et, par exemple, la France en 1936 a laissé « *Strasbourg à la portée des canons allemands* ».

Le Front populaire élu en 1936 ne résout pas tout, loin de là malgré les progrès sociaux obtenus (les accords Matignon avec par exemple les 15 jours de congés payés et la semaine de quarante heures).

La menace à nos frontières est toujours là, la production économique est relancée en tentant de ranimer la confiance du pays par un effort d'armement mais c'est bien tard, trop tard. Une France exsangue démographiquement, économiquement ébranlée, politiquement divisée affronte la guerre.

Les coups de force des dictatures

1933 – 30 janvier : Hitler chancelier d'Allemagne.

1934 : première tentative d'Anschluss : échec allemand.

1935 : rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne.

L'Italie attaque l'Éthiopie.

1936 : les forces allemandes entrent en armes en Rhénanie.

Début de la guerre civile en Espagne ; Allemands et Italiens aident Franco.

1937 : le Japon attaque la Chine.

1938 – mars : Anschluss – l'Autriche est annexée par Hitler ; démembrement de la Tchécoslovaquie suite à la conférence de Munich (mars).

1939 : protectorat allemand sur la Tchécoslovaquie.

L'Italie annexe l'Albanie (avril).

Le 1^{er} septembre, Hitler attaque la Pologne. France et Angleterre réagissent... et déclarent la guerre à l'Allemagne.

NB : Veuillez aussi vous référer aux cartes des pages 166-169.

Le courage de l'armée française n'est pas à mettre en cause¹, le désastre de 1940 s'explique par la tactique allemande de la « guerre éclair » (avance rapide des forces mécaniques avec soutien de l'aviation : le Blitzkrieg) et la mauvaise gestion française des affaires militaires (une tactique qui n'a pas évolué depuis 1918 plutôt défensive, l'oubli de l'apport des chars – la force mécanique – dispersion au lieu de regroupement en grandes unités de combat), des chefs peu à la hauteur, et une certaine insuffisance en armement...

« *L'étrange défaite* » (Marc Bloch) survient en mai-juin 1940. La France tombe dans l'abîme et toutes les structures de la société française craquent. L'exode des populations par millions ajoute au total désarroi. La France est placée dans une position : arrêter le combat ou le continuer avec l'Empire et la flotte intacte. Reynaud démissionne le 16 juin (dans son cabinet se trouve un sous-secrétaire d'État à la Défense nationale, Charles de Gaulle, nommé général à titre temporaire) et le maréchal Pétain au pouvoir immédiatement choisit l'armistice (17 juin) signé le 22.

L'honneur de la France roule dans le caniveau, le général de Gaulle va le relever le 18 juin. Il commence un combat qui va durer jusqu'à la Victoire alliée. C'est ce que raconte le Général dans ses *Mémoires de guerre*.

1. Voir le colloque sur « L'année 1940 », Ch. Levisse Touzé, Tallandier.

Le contexte de publication des *Mémoires de guerre*

I. *Mémoires de guerre* : les deux premiers tomes

De Gaulle s'attaque à la rédaction de ses souvenirs dès le printemps 1946 peu après son départ du pouvoir mais il les néglige un peu pendant la période 1947-1953. Il fait retenir par son secrétaire René Thibault 3 000 documents sur les 100 000 amassés pour son œuvre, il veut les publier en appui de son texte. Pour en renforcer l'authenticité, il les fera déposer aux Archives nationales ou à la Bibliothèque de France. Il faut noter que le Général, par souci de précision ou coquetterie d'auteur, revient souvent sur ce qu'il a écrit en premier. Il passe et repasse en moyenne quatre fois sur son texte avant la publication ! Il corrige même sur les épreuves jusqu'à deux fois avant le bon à tirer.

La rédaction est perturbée pendant la « traversée du désert », (1946-1958). Le terme est parfois réservé par des historiens à celle de 1954-1958, car de Gaulle n'avait pas été inactif avec la mise en place du RPF pour faire échec à la IV^e République. Il néglige ses mémoires, son silence est relatif car il rencontre beaucoup de personnalités 5 rue de Solferino à Paris. L'aventure du RPF finit en 1953.

1. En octobre 1954 de Gaulle fait paraître « *L'Appel* » qui va de juin 1940 à 1942 (formation de la France combattante le 14 juillet 1942)

Appuyé sur des documents « à chaud », le Général décrit minutieusement les faits de ses contacts avec Churchill ou les Américains. La défaite est abordée, expliquée. À partir de rien,

en se battant contre les obstacles, fidèle aux alliances (même si les Alliés ne croient pas en elle), la France libre ramène, morceau par morceau, la France dans la guerre. Le 18 juin 1940 est le premier jour de tous les destins. Que de difficultés à surmonter : obtenir que la République continue sur les territoires ralliés à de Gaulle comme en Afrique après l'expédition de Leclerc, ne pas laisser totalement l'Orient entre les mains des Anglais, se montrer face aux Alliés puisque les États-Unis sont entrés dans la guerre, proclamer enfin la naissance de la France combattante, affirment ainsi qu'il n'y a pas un jour dans le monde où quelque force française témoigne de l'obstination de ses patriotes.

L'appel de celui qui sera éternellement l'Homme du 18 juin

Qui connaît vraiment de Gaulle le 18 juin ? Churchill ? Oui, ils se sont rencontrés quatre fois avant et se sont appréciés. Parler à la BBC est un moyen moderne que Pétain a lui aussi utilisé le 17 juin pour dire d'arrêter le combat.

Fort de sa certitude du bien fondé de ses idées militaires, de Gaulle, membre du gouvernement Reynaud, lance un appel à la raison et un acte de foi. « L'Appel » prend une dimension mythique. Certes, peu l'ont entendu ce jour-là, lu un peu plus tard dans les journaux de France et les ralliements sont très limités au début mais l'appel reste fondateur : **un officier dit NON, refuse la défaite, fonde la France libre** dont il veut qu'un jour elle soit la France Libérée puis la France tout court. De Gaulle est décidé à fonder un pouvoir qui fera la guerre et parlera au nom de la France. Commence la constitution du mythe de De Gaulle car, dit-il, il incarne le pouvoir légitime, il assume la France.

2. En 1956 paraît « L'Unité » (1942-1944)

En cette année 1942, « bissectrice de la guerre » puisque les succès allemands et japonais semblent s'arrêter, voire les événements se retourner (bataille de Stalingrad – bataille de Midway), la France combattante bien fragile se rassemble bien lentement ; le débarquement allié en Afrique du Nord arrache celle-ci à l'autorité de Pétain mais cela ne veut pas dire que de Gaulle va en être le chef ! Roosevelt montre son hostilité à la conférence d'ANFA¹ du 23 au 26 janvier 1943. Il faut tout le talent de De Gaulle pour évincer finalement le général Giraud, en profitant de l'appui du CNR unanime, l'appui du CNR le 27 mai, l'arrivée de De Gaulle à Alger le 31 mai. Le Comité français de Libération nationale est du 3 juin et de Gaulle en est le seul chef le 9 novembre. De Gaulle affirme de plus en plus qu'il faut progresser, évoluer et le 3 novembre il a réuni l'Assemblée consultative provisoire et organisé la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944). Le combat suprême de la Libération de la France se prépare. Le CFLN devient le gouvernement provisoire de la République française (GPRF), trois jours avant le débarquement en Normandie. La Libération est là, les succès sont au rendez-vous. L'unité française se fait avec la libération de Paris (25 août). Il appartient à de Gaulle à Paris de « remettre l'État chez lui » et le 26 août c'est l'apothéose des Champs-Élysées : « Ah c'est la mer, une foule immense est massée de part et d'autre... Peu à peu l'appel fut entendu. Lentement, durement, l'unité s'est faite. À présent le peuple et le guide, s'aidant l'un l'autre, commencent l'étape du salut ». Tels sont les derniers mots de « L'Unité ».

1. Quartier résidentiel de la banlieue de Casablanca.